



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.434/4
du 4 octobre 2023

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification (1) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, (2) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles, (3) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et (4) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.434/4
van 4 oktober 2023

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van (1) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (2) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (3) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en (4) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'

Le 6 septembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification (1) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, (2) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles, (3) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et (4) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 octobre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 octobre 2023.

*

Op 6 september 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot wijziging van (1) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (2) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (3) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en (4) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur en Aurore PERCY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 oktober 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté en projet a notamment pour objet de modifier la situation administrative des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale¹, pour prévoir que le mandat s'effectue dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il modifie également l'indemnité de sortie de fonction que perçoivent les mandataires à la fin de leur mandat, laquelle correspond, selon la durée de l'exercice des fonctions de mandataire, à la rémunération de mandataire pour une période de six, neuf ou douze mois. Par ailleurs, cette indemnité n'est due que si le mandataire ne perçoit aucun revenu professionnel après la fin de son mandat et n'a pas la possibilité d'être réintégré dans son précédent emploi statutaire. Elle est diminuée si la personne concernée occupe une fonction à temps partiel ou perçoit des indemnités de chômage.

Les articles 11 et 12 prévoient un régime transitoire pour les mandataires qui, au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, ont exercé un mandat complet de cinq ans (§ 1^{er}) ou un mandat de même rang de dix années consécutives (§ 2).

Ces agents continueront à bénéficier du régime prévu, tantôt par l'article 479, alinéas 1^{er} et 2, du statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles (ci-après : « statut SPRB »), tantôt par l'article 472, alinéas 1^{er} et 2, du statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale (ci-après : « statut OIPRB »), à savoir le bénéfice, sans limite de temps, respectivement de l'échelle de traitement A400 ou A310 après cinq années consécutives dans le mandat, et de l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient à la fin de leur mandat après dix années consécutives dans le mandat.

¹ En apportant des modifications, d'une part, dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' et, d'autre part, dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' ont également été modifiés en conséquence.

Si le pouvoir exécutif estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat ou à bref délai et il n'est pas tenu, en principe, de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si un régime transitoire (ou l'absence d'un tel régime) entraîne une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime ².

Le dossier sera complété par les éléments de justification à cet égard, en ce qui concerne les mandataires qui ne bénéficient pas du régime transitoire prévu par les articles 11 et 12 du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 8, il y a lieu de viser également l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe'.
2. Deux nouveaux alinéas 13 et 14 seront consacrés aux visas de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale', également modifiés par l'arrêté à l'examen ³.
3. Les alinéas 16 à 18 seront revus, afin de n'y conserver que le visa des avis constituant des formalités préalables à caractère obligatoire ⁴.

² Voir en ce sens les avis 70.541/2 donné le 15 décembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 décembre 2021 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises' et 71.615/4 donné le 29 juin 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juillet 2022 'modifiant diverses dispositions relatives aux cours de perfectionnement des militaires de carrière du cadre actif et abrogeant les épreuves professionnelles de la formation pour candidat officier supérieur des officiers de carrière du niveau A'.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

⁴ Il s'agit notamment de l'avis du Conseil de gestion d'Actiris, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris'.

Les avis ne présentant pas de caractère obligatoire pourront, pour leur part, être éventuellement mentionnés par le biais de considérants ⁵.

4. Les formalités préalables seront visées par ordre chronologique, en commençant par la plus ancienne ⁶.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 455, alinéa 2, en projet du statut SPRB constitue une répétition de l'article 457, alinéa 1^{er}, du même statut. Il sera par conséquent omis.

La même observation vaut pour l'article 6 du projet, l'article 448, alinéa 2, en projet du statut OIPRB constituant une répétition de l'article 450, alinéa 1^{er}, du même statut.

Article 4

1. Dans la version française de l'article 480, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet du statut SPRB, les mots « n'est bénéficiaire » sont inutiles et seront omis.

Cette observation vaut pour l'article 473, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet du statut OIPRB remplacé par l'article 9 du projet.

2. L'article 480, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet du statut SPRB prévoit une indemnité de sortie de fonction en faveur du mandataire non reconduit « qui ne bénéficie d'aucun revenu professionnel, ni [...] d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi et qui n'est pas désigné dans un autre mandat [...] ».

En vertu de l'article 480, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, en projet le mandataire qui perçoit un revenu professionnel en raison d'une activité exercée à temps partiel ou qui perçoit des allocations de chômage bénéficiera tout de même de l'indemnité de sortie de fonction, ces revenus étant déduits du montant de l'indemnité de sortie de fonction.

⁵ Voir en ce sens les avis 72.438/4 donné le 30 novembre 2022 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2023 'relatif au budget de mobilité et à l'acquisition, l'utilisation et la gestion des véhicules de service' et 72.865/4 donné le 25 janvier 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 avril 2023 'concernant la mobilité interne, la mobilité intrarégionale et la mobilité externe'.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34, b).

Interrogé quant au moment auquel il est vérifié si le mandataire non renouvelé perçoit des revenus professionnels, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Cette condition sera vérifiée au terme du mandat, sur base d'une déclaration unique sur l'honneur. S'agissant du mandataire non renouvelé qui reprendrait une activité professionnelle après avoir perçu l'indemnité de sortie, c'est une probabilité sur laquelle l'administration n'a aucun pouvoir de contrôle ou d'anticipation. Cette situation est similaire à une personne qui serait licenciée, qui bénéficierait d'une indemnité perçue en vertu de la loi sur les contrats de travail et qui retrouverait directement une nouvelle activité professionnelle ».

L'article 480, § 1^{er}, en projet crée une différence de traitement entre, d'une part, les mandataires non renouvelés qui ne bénéficient pas de l'indemnité de sortie de fonction ou qui bénéficient d'une indemnité réduite en raison de la perception de revenus au lendemain de la fin de leur mandat, et, d'autre part, les mandataires qui bénéficient d'une indemnité de sortie de fonction et perçoivent, à une date ultérieure, des revenus professionnels.

Contrairement à ce que soutient la déléguée du Ministre, la situation des mandataires n'est pas comparable avec celle d'une personne sous contrat de travail qui perçoit, à la suite de son licenciement, une indemnité compensatoire de préavis, dès lors que la législation sur les contrats de travail ne subordonne pas le paiement de l'indemnité à la condition de ne bénéficier d'aucun revenu professionnel à la suite de la rupture du contrat de travail.

L'article 480, § 1^{er}, en projet sera revu afin d'assurer l'égalité entre ces deux catégories de mandataires.

La même observation vaut pour l'article 473, § 1^{er}, en projet du statut OIPRB remplacé par l'article 9 du projet.

3. Dans la version française de l'article 480, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, les mots « indemnité de sortie » seront remplacés par les mots « indemnité de sortie de fonction ».

La même observation vaut pour l'article 480, § 2, alinéa 4, §§ 3 et 4, en projet du statut SPRB et l'article 473, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, alinéa 4, §§ 3 et 4, en projet du statut OIPRB remplacé par l'article 9 du projet.

4. L'article 480, § 1^{er}, alinéa 4, en projet sera complété par l'indication de la durée de la période pendant laquelle les revenus professionnels ou les allocations de chômage sont déduits du montant de l'indemnité de sortie de fonction.

En outre, par souci de sécurité juridique, il y aurait lieu de prévoir, à l'instar de l'article 480, § 2, alinéa 8, en projet, que le mandataire informe l'administration de tout changement dans sa situation professionnelle, et de déterminer la période durant laquelle cette obligation lui incombe.

La même observation vaut pour l'article 473, § 1^{er}, alinéa 4, en projet du statut OIPRB remplacé par l'article 9 du projet.

5. Dans la version française de l'article 480, § 2, alinéa 7, en projet du statut SPRB, les mots « pas ou » seront omis.

Cette observation vaut pour l'article 473, § 2, alinéa 7, en projet du statut OIPRB remplacé par l'article 9 du projet.

6.1. L'article 480, § 3, en projet est rédigé comme suit :

« L'indemnité de sortie et l'outplacement visés aux §§ 1^{er} et 2 sont également dus au mandataire dont le mandat a pris fin de manière anticipée en cas de suspension dans l'intérêt du service pendant plus de six mois ou en cas d'absence ininterrompue pour cause de maladie de longue durée de plus de six mois ».

Les hypothèses de suspension dans l'intérêt du service sont énoncées comme suit à l'article 317, alinéa 1^{er}, du statut SPRB ⁷ :

« L'agent peut, dans l'intérêt du service être suspendu de sa fonction :

1° lorsqu'il fait l'objet de poursuites pénales ;

2° lorsqu'il fait l'objet d'une poursuite disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants ».

6.2. Interrogée sur les motifs qui justifient que les mandataires dont le mandat a pris fin de manière anticipée en cas de suspension dans l'intérêt du service pendant plus de six mois ou en cas d'absence ininterrompue pour cause de maladie de longue durée de plus de six mois bénéficient, contrairement aux autres mandataires, de l'outplacement même s'ils ont obtenu la mention « défavorable » lors de leur dernière évaluation, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Il semble en effet compliqué de justifier cette différence de traitement car d'un côté le mandataire ayant fini son mandat à terme doit respecter une condition d'évaluation « positive » alors que le mandataire dont le mandat prend fin de manière anticipée ne doit pas rencontrer cette condition. Cela pourrait encore se justifier dans le cas d'une maladie de longue durée car la maladie ne doit pas porter préjudice, mais c'est difficilement justifiable en cas de suspension dans l'intérêt du service qui implique soit l'existence de poursuites pénales ou une faute grave ».

En l'absence de justification raisonnable, l'article 480, § 3, en projet sera revu afin de remédier à la différence de traitement.

⁷ Rendu applicable aux mandataires par l'article 438 de l'arrêté.

6.3. Interrogée sur les motifs qui justifient que les mandataires qui font l'objet d'une mesure de suspension dans l'intérêt du service de plus de six mois bénéficient de l'indemnité de sortie de fonction, alors qu'en vertu de l'article 317 du statut SPRB, la suspension dans l'intérêt du service est prononcée lorsque l'agent fait l'objet de poursuites pénales ou de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Le lien n'avait pas été fait de manière directe avec l'article 317 mais il est vrai que cela ne justifie dès lors pas le bénéfice de l'indemnité de sortie pour ce cas de figure ».

L'article 480, § 3, en projet sera dès lors revu.

6.4. L'arrêté en projet sera complété pour déterminer si le mandataire dont le mandat prend fin en application des articles 472, § 2, alinéa 3, et 477 du statut SPRB, à la suite de deux évaluations « défavorables », bénéficie de l'indemnité de sortie de fonction et de l'outplacement.

6.5. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'article 9 du projet.

Article 10

Il y a lieu d'indiquer les modifications encore en vigueur subies par la disposition abrogée⁸.

*

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerpbesluit strekt inzonderheid tot wijziging van de rechtspositie van de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,¹ zodat wordt bepaald dat het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijk statutair dienstverband. Het strekt eveneens tot wijziging van de uittredingsvergoeding die mandaathouders ontvangen op het einde van hun mandaat, en die naargelang van de duur van de uitoefening van de functies van mandaathouder overeenstemt met de bezoldiging van mandaathouder voor een periode van zes, negen of twaalf maanden. Voorts is die vergoeding slechts verschuldigd als de mandaathouder geen beroepsinkomen ontvangt na het einde van zijn mandaat en niet de mogelijkheid heeft zijn vorige statutaire betrekking opnieuw op te nemen. Ze wordt verminderd als de persoon in kwestie een deeltijdse functie bekleedt of een werkloosheidsuitkering ontvangt.

Bij de artikelen 11 en 12 wordt voorzien in een overgangsregeling voor mandaathouders die, op de dag van de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit, een volledig mandaat van vijf jaar uitgeoefend hebben (§ 1) of gedurende tien opeenvolgende jaren een mandaat met dezelfde rang uitgeoefend hebben (§ 2).

Die ambtenaren zullen de regeling blijven genieten waarin voorzien wordt ofwel in artikel 479, eerste en tweede lid, van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel (hierna: “GOB-statuut”) ofwel in artikel 472, eerste en tweede lid, van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna: “IONB-statuut”), te weten het genot zonder beperking in de tijd van respectievelijk de weddeschalen A400 of A310 na vijf opeenvolgende jaren in het mandaat, en de weddeschaal waarin ze zich bevonden op het einde van hun mandaat na tien opeenvolgende jaren in het mandaat.

¹ Door wijzigingen aan te brengen, enerzijds in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, en anderzijds in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ zijn dienovereenkomstig eveneens gewijzigd.

Indien de uitvoerende macht een beleidswijziging noodzakelijk acht, kan ze beslissen dat die met onmiddellijke ingang of op korte termijn wordt doorgevoerd en is ze in beginsel niet verplicht in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden slechts geschonden indien een overgangsregeling (of de ontstentenis daarvan) tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat, of indien op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan aan het vertrouwensbeginsel.²

Het dossier moet worden aangevuld met de verantwoording in dat verband, voor wat betreft de mandaathouders die niet in aanmerking komen voor de overgangsregeling waarin de artikelen 11 en 12 van het ontwerp voorzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het achtste lid dient eveneens te worden verwezen naar artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht en tot oprichting van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie en Hulpdienstberoepen - Brusafe’.

2. Er moeten een nieuw dertiende lid en een nieuw veertiende lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar respectievelijk het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, welke besluiten eveneens bij het voorliggende ontwerp worden gewijzigd.³

3. Het zestiende tot het achttiende lid moeten worden herzien zodat ze enkel nog de aanhefverwijzing bevatten naar de adviezen die een verplicht voorafgaand vormvereisten vormen.⁴

² Zie in die zin advies 70.541/2 van 15 december 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 december 2021 ‘betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen’, en advies 71.615/4 van 29 juni 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 20 juli 2022 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de vervolmakingscursussen van de beroepsmilitairen van het actief kader en tot opheffing van de beroepsproeven van de vorming voor kandidaat hoofdofficier voor de beroepsofficieren van niveau A’.

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

⁴ Het gaat met name om het advies van het beheerscomité van Actiris, overeenkomstig artikel 18 van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van Actiris’.

De niet-verplichte adviezen kunnen dan eventueel worden vermeld in de vorm van overwegingen.⁵

4. De voorafgaande vormvereisten moeten in chronologische volgorde worden vermeld, te beginnen met het vormvereiste dat als eerste is vervuld.⁶

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het ontworpen artikel 455, tweede lid, het van het GOB-statuut is een herhaling van artikel 457, eerste lid, van datzelfde statuut. Het moet bijgevolg worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 van het ontwerp, in zoverre het ontworpen artikel 448, tweede lid, van het IONB-statuut een herhaling is van artikel 450, eerste lid, van datzelfde statuut.

Artikel 4

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 480, § 1, eerste lid, van het GOB-statuut zijn de woorden “n’est bénéficiaire” nutteloos; ze moeten worden weggelaten.

Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 473, § 1, eerste lid, van het IONB-statuut (artikel 9 van het ontwerp).

2. Het ontworpen artikel 480, § 1, eerste lid, van het GOB-statuut voorziet in een uittredingsvergoeding ten gunste van de mandaathouder wiens mandaat niet wordt verlengd en “die niet beschikt over enig beroepsinkomen, noch enig verlof geniet dat hem in staat stelt zijn vorige betrekking weer op te nemen, en die niet met een ander mandaat wordt bekleed (...)”.

Krachtens het ontworpen artikel 480, § 1, derde en vierde lid, zal de mandaathouder die een beroepsinkomen ontvangt uit een deeltijds verrichte activiteit of die werkloosheidsuitkeringen krijgt, toch de uittredingsvergoeding kunnen genieten, maar worden die inkomens afgetrokken van het bedrag van de uittredingsvergoeding.

⁵ Zie in die zin advies 72.438/4 van 30 november 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2023 ‘betreffende het mobiliteitsbudget en de verwerving, het gebruik en het beheer van dienstvoertuigen’, en advies 72.865/4 van 25 januari 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 april 2023 ‘betreffende de interne mobiliteit, de intraregionale mobiliteit en de externe mobiliteit’.

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34, b).

Op de vraag op welk moment wordt nagegaan of de mandaathouder wiens mandaat niet wordt verlengd, een beroepsinkomen ontvangt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Cette condition sera vérifiée au terme du mandat, sur base d’une déclaration unique sur l’honneur. S’agissant du mandataire non renouvelé qui reprendrait une activité professionnelle après avoir perçu l’indemnité de sortie, c’est une probabilité sur laquelle l’administration n’a aucun pouvoir de contrôle ou d’anticipation. Cette situation est similaire à une personne qui serait licenciée, qui bénéficierait d’une indemnité perçue en vertu de la loi sur les contrats de travail et qui retrouverait directement une nouvelle activité professionnelle.”

Het ontworpen artikel 480, § 1, roept een verschil in behandeling in het leven tussen enerzijds mandaathouders wier mandaat niet wordt verlengd en die geen uittredingsvergoeding krijgen of die, vanwege het feit dat ze aansluitend op hun mandaat een inkomen hebben, een verminderde uittredingsvergoeding krijgen, en anderzijds mandaathouders die een uittredingsvergoeding krijgen en op een latere datum een beroepsinkomen ontvangen.

In tegenstelling tot wat de gemachtigde van de minister beweert, is de situatie van mandaathouders niet vergelijkbaar met die van een persoon met een arbeidsovereenkomst die na zijn ontslag een opzeggingsvergoeding krijgt, aangezien de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten de uitbetaling van de vergoeding niet afhankelijk maakt van de voorwaarde dat de begunstigde na de verbreking van de arbeidsovereenkomst geen ander beroepsinkomen mag hebben.

Het ontworpen artikel 480, § 1, moet worden herzien zodat het de gelijkheid tussen die twee categorieën van mandaathouders waarborgt.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 473, § 1, van het IONB-statuut (artikel 9 van het ontwerp).

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 480, § 1, derde lid, moeten de woorden “indemnité de sortie” worden vervangen door de woorden “indemnité de sortie de fonction”.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 480, § 2, vierde lid, § 3 en § 4, van het GOB-statuut en voor het ontworpen artikel 473, § 1, derde lid, § 2, vierde lid, § 3 en § 4, van het IONB-statuut (artikel 9 van het ontwerp).

4. In het ontworpen artikel 480, § 1, vierde lid, moet aanvullend worden vermeld gedurende welke periode het beroepsinkomen of de werkloosheidsuitkeringen in mindering worden gebracht van het bedrag van de uittredingsvergoeding.

Bovendien verdient het ter wille van de rechtszekerheid aanbeveling om, naar het voorbeeld van het ontworpen artikel 480, § 2, achtste lid, te bepalen dat de mandaathouder het bestuur op de hoogte brengt van elke wijziging in zijn beroepssituatie, en te bepalen gedurende welke periode hij zich aan die verplichting moet houden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 473, § 1, vierde lid, van het IONB-statuut (artikel 9 van het ontwerp).

5. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 480, § 2, zevende lid, van het GOB-statuut, moeten de woorden “pas ou” worden weggelaten.

Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 473, § 2, zevende lid, van het IONB-statuut (artikel 9 van het ontwerp).

6.1. Het ontworpen artikel 480, § 3, luidt:

“De uittredingsvergoeding en de outplacementbegeleiding als bedoeld in §§ 1 en 2 zijn eveneens verschuldigd aan de mandaathouder van wie het mandaat vervroegd beëindigd werd in geval van schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden of bij ononderbroken langdurige afwezigheid wegens ziekte van meer dan zes maanden.”

De gevallen van schorsing in het belang van de dienst worden als volgt opgesomd in artikel 317, eerste lid, van het GOB-statuut:⁷

“De ambtenaar kan in het belang van de dienst in zijn ambt worden geschorst:

1° in geval van strafrechtelijke vervolgingen;

2° in geval van tuchtrechtelijke vervolging wegens een ernstige fout waarbij de betrokkene op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn.”

6.2. De gemachtigde van de minister is gevraagd naar een rechtvaardiging van het feit dat mandaathouders wier mandaat vroegtijdig is beëindigd in geval van een schorsing van meer dan zes maanden in het belang van de dienst of in geval van ononderbroken afwezigheid van meer dan zes maanden wegens langdurige ziekte, in tegenstelling tot de andere mandaathouders een beroep kunnen doen op outplacement, zelfs als ze de vermelding “ongunstig” hebben verkregen bij hun laatste evaluatie. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Il semble en effet compliqué de justifier cette différence de traitement car d'un côté le mandataire ayant fini son mandat à terme doit respecter une condition d'évaluation “positive” alors que le mandataire dont le mandat prend fin de manière anticipée ne doit pas rencontrer cette condition. Cela pourrait encore se justifier dans le cas d'une maladie de longue durée car la maladie ne doit pas porter préjudice, mais c'est difficilement justifiable en cas de suspension dans l'intérêt du service qui implique soit l'existence de poursuites pénales ou une faute grave.”

Indien er geen redelijk verantwoording bestaat, moet het ontworpen artikel 480, § 3, worden herzien zodat dat verschil in behandeling wordt weggewerkt.

⁷ Bij artikel 438 van het besluit toepasselijk gemaakt op de mandaathouders.

6.3. De gemachtigde van de minister is gevraagd naar een rechtvaardiging van het feit dat mandaathouders die in het belang van de dienst voor meer dan zes maanden zijn geschorst de uittredingsvergoeding krijgen, terwijl de schorsing in het belang van de dienst krachtens artikel 317 van het GOB-statuut wordt uitgesproken ingeval de ambtenaar strafrechtelijk wordt vervolgd of tuchtrechtelijk wordt vervolgd wegens een ernstige fout waarbij de betrokkene op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Le lien n’avait pas été fait de manière directe avec l’article 317 mais il est vrai que cela ne justifie dès lors pas le bénéfice de l’indemnité de sortie pour ce cas de figure.”

Het ontworpen artikel 480, § 3, moet dan ook worden herzien.

6.4. Het ontwerpbesluit moet worden aangevuld zodat het duidelijk aangeeft of de mandaathouder wiens mandaat met toepassing van de artikelen 472, § 2, derde lid, en 477 van het GOB-statuut wordt beëindigd na twee “ongunstige” evaluaties, in aanmerking komt voor de uittredingsvergoeding en voor outplacement.

6.5. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor artikel 9 van het ontwerp.

Artikel 10

Er dient melding te worden gemaakt van de bij de opgeheven bepaling aangebrachte wijzigingen die nog altijd van kracht zijn.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113.